

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 29 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DMC SAS

13 RUE DE PFASTATT
BP 2479
68200 Dornach

Références : 0006700452_2025_09_18_DMC_Mulhouse_VIRejetsEaux
Code AIOT : 0006700452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 septembre 2025 dans l'établissement DMC SAS implanté 13, rue de Pfastatt BP 2479 68050 Mulhouse. L'inspection a été annoncée le 06 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur les rejets eaux des établissements industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMC SAS
- 13, rue de Pfastatt BP 2479 68050 Mulhouse
- Code AIOT : 0006700452
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DMC SAS est spécialisée dans le secteur d'activité de la préparation de fibres textiles et de filatures.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Action Régionale Rejets Eaux

Référentiel utilisé :

- Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté Préfectoral n°2014023-0010 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) à la Société DMC SAS pour son site du 13 rue de Pfastatt à Mulhouse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 4 | Périodicité de mesure | Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 9.2.3.1 <i>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</i> | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Contrôle de recalage | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Réalisation de la déclaration GERP | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 | Sans objet |
| 2 | Complétude de la déclaration GERP | Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 | Sans objet |
| 3 | Autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, articles 4.3.9.1 et 4.3.12 <i>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 32 et 34</i> | Sans objet |
| 5 | Justification de dépassements et actions correctives | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV | Sans objet |
| 7 | Existence d'un point de prélèvement | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | Sans objet |
| 8 | Prélèvement asservi au débit | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 | Sans objet |
| 9 | Compteurs d'eau | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | | article 15 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a mis en exergue deux non-conformités dont une fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7 |
| Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE |
| Prescription contrôlée : <i>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</i> |
| Constats : Il est constaté que l'exploitant a déclaré ses émissions polluantes en dernier lieu le 25 mars 2025. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 |
| Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE |
| Prescription contrôlée : <i>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> <i>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</i> <i>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d' " injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</i> <i>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³/ an ;</i> <i>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission</i> |

dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant a déclaré:

- les substances rejetées (quantité est exprimée en flux), dont la cohérence a été vérifiée par sondage avec les déclarations GIDAF sur les paramètres MES, DCO et Phosphore Total pour les rejets d'eau de process vers la station de traitement des eaux usées ;
- les émissions chroniques dans l'air (pas d'émission accidentelles identifiées) ;
- les volumes d'eau prélevés ;
- la chaleur rejetée dans le grand canal d'Alsace (après station de traitement des eaux usées) ;
- les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés et expédiés par l'établissement, il est constaté à ce titre que la déclaration comprend la nature du déchet (code déchet et dénomination), la quantité par nature du déchet, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ainsi que le mode de valorisation ou d'élimination réalisée par cette

entreprise, selon les codes spécifiques de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé.

Il n'a pas identifié ni déclaré d'émission chronique ou accidentelle dans le sol tel qu'indiqué dans la prescription ci-dessus.

Cela n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 4.3.9.1

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Rejet NORD effluents industriels et autres :

| Débit de référence | Moyen journalier : 1700 m3/j | |
|---|--|--|
| Paramètre | Concentration journalière (mg/l) moyenne | Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique |
| DCO _{eb} (sur effluents brut non décanté) | 2000 | 1700 |
| DBO _{5eb} (sur effluents brut non décanté) | 800 | 770 |
| MEST | 600 | 150 |
| Azote Global | 150 | 26.5 |
| Phosphore Total | 50 | 5.5 |
| Indice Phénols | 0.3 | 0.5 |
| Biphényle | 1.5 | 2.5 |
| Chlorophénols | 1.5 | 2 |
| AOX | 1 | 2 |
| Hydrocarbures totaux | 10 | 10 |

| | | |
|---------------------------|------|-----|
| Fluor et composés | 15 | 10 |
| Zinc et composés | 2 | 4 |
| Fer+Aluminium et composés | 5 | 10 |
| Chrome et composés | 0.5 | 1 |
| Cuivre et composés | 0.5 | 1 |
| Nickel et composés | 0.5 | 1 |
| Plomb et composés | 0.5 | 1 |
| HAP | 0.05 | 0.1 |
| Dichloroaniline | 1.5 | 2 |

Arrêté Préfectoral du 23 janvier 2014 - article 4.3.12 :

[...]

Rejet SUD eaux de ruissellement parking: N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

| Paramètre | Concentration moyenne journalière (mg/l) |
|--|--|
| DCOeb (sur effluents brut non décanté) | 2000 |
| MEST | 600 |
| Hydrocarbures totaux | 10 |
| PH | Entre 5,5 et 8,5 |
| Température | < 30°C |

[...]

Arrêté Ministériel du 2 février 1998 - article 34 :

[...]

En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.

[...]

Arrêté Ministériel du 2 février 1998 - article 32 :

[...]

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

| | N° CAS | Code SANDRE | Valeur limite de concentration | Seuil de flux |
|--|--------|-------------|--------------------------------|---------------|
| | | [...] | | |

| | | | | |
|------------------------------------|-----------|------|------------|----------------------------|
| (4) Plomb et ses composés (en Pb) | 7439-92-1 | 1382 | 0,1 mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j |
| (5) Cuivre et ses composés (en Cu) | 7440-50-8 | 1392 | 0,150 mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j |
| (6) Chrome et ses composés (en Cr) | 7440-47-3 | 1389 | 0,1 mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j |
| (7) Nickel et ses composés (en Ni) | 7440-02-0 | 1386 | 0,2 mg/l | si le rejet dépasse 5 g/j |
| 8) Zinc et ses composés (en Zn) | 7440-66-6 | 1383 | 0,8 mg/l | si le rejet dépasse 20 g/j |

[...]

| | | | | |
|---|---|------|--------|---|
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) | - | 7088 | 25µg/l | - |
|---|---|------|--------|---|

[...]

| | | | | |
|-----------|---------|------|---------|--------------------------|
| Biphényle | 92-52-4 | 1584 | 25 µg/l | si le rejet dépasse 1g/j |
|-----------|---------|------|---------|--------------------------|

Constats :

L'inspection a réalisé un contrôle des données enregistrées sur la plateforme GIDAF sur la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 juillet 2025 pour les rejets aqueux de l'établissement (eaux de process – rejet NORD et eaux pluviales – rejet SUD).

Pour le rejet NORD, l'Inspection constate que les résultats d'analyses des prélèvements enregistrés sur la plateforme GIDAF sont en-deça des valeurs limites de concentrations fixées par l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 susvisé et aux valeurs limites de concentration fixées par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les paramètres plomb, cuivre, chrome, nickel zinc et leurs composés, les hydrocarbures polycycliques aromatiques et le biphényle, dont les valeurs limites sont plus contraignantes dans l'arrêté ministériel.

Pour le rejet SUD, l'Inspection constate que les résultats d'analyses des prélèvements enregistrés sur la plateforme GIDAF sont en-deça des valeurs limites de concentrations fixées par l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 susvisé sauf pour le résultat de mesure de l'indice hydrocarbures totaux datant du 12 décembre 2024. Celui-ci est de 170 mg/l et est non conforme à la valeur limite de concentration fixée à 10 mg/l par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 susvisé. L'exploitant a vérifié en séance le bulletin de résultats d'analyses du prélèvement datant du 12 décembre 2024 transmis par le laboratoire agréé. L'exploitant indique qu'il y a, pour ce résultat, une erreur de saisie sur la plateforme GIDAF. L'inspection a ainsi constaté que la valeur mesurée le 12 décembre 2024 était de 170 µg/l (0,17 mg/l).

L'exploitant a, le jour-même, corrigé la valeur transmise sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Périodicité de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2014, article 9.2.3.1

Thème(s) : Actions régionales, Périodicité de mesure

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Rejet NORD effluents industriels et autres :

| <i>Paramètre</i> | <i>Fréquences</i> |
|---|----------------------|
| <i>Débit</i> | <i>Continu</i> |
| <i>DCO_{eb} (sur effluents brut non décanté)</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>DBO_{5eb} (sur effluents brut non décanté)</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>MEST</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>Azote global</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>Phosphore total</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>Indice Phénols</i> | <i>hebdomadaire</i> |
| <i>AOX</i> | <i>Trimestrielle</i> |
| <i>HAP</i> | <i>Trimestrielle</i> |
| <i>Dichloroaniline</i> | <i>Trimestrielle</i> |
| <i>Biphényle</i> | <i>Trimestrielle</i> |
| <i>Chlorophénols</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Fluor et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Zinc et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Fer+Aluminium et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Chrome et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |

| | |
|-----------------------------|---------------------|
| <i>Cuivre et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Nickel et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Plomb et composés</i> | <i>Semestrielle</i> |
| <i>Hydrocarbures totaux</i> | <i>Annuelle</i> |

[...]

Rejet SUD eaux de ruissellement parking: N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

| Paramètre | Fréquence |
|---|------------------|
| <i>DCOeb (sur effluents brut non décanté)</i> | <i>annuelle</i> |
| <i>MEST</i> | |
| <i>Hydrocarbures totaux</i> | |
| <i>PH</i> | |
| <i>Température</i> | |

[...]

Arrêté Ministériel du 2 février 1998 - article 60 :

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

[...]

| | <i>Fréquence de suivi</i> | <i>Seuil de flux</i> |
|---------------------------------------|---------------------------|----------------------|
| <i>DCO (sur effluent non décanté)</i> | <i>Journalière</i> | <i>300 kg/j</i> |
| <i>Matières en suspension</i> | <i>Journalière</i> | <i>100 kg/j</i> |

[...]

Constats :

Pour le rejet Nord, l'Inspection constate que la campagne d'analyse des paramètres AOX, HAP, Dichloroaniline, Biphényle (fréquence trimestrielle) du 1^{er} trimestre 2024 n'a pas été déclarée sur la plateforme GIDAF.

L'exploitant a présenté le bulletin de résultats d'analyses du prélèvement du 19 mars 2024 transmis par le laboratoire agréé. L'exploitant ajoute que l'absence d'enregistrement sur GIDAF est un oubli de sa part.

L'exploitant a renseigné, le jour-même, ces valeurs sur la plateforme GIDAF.

Pour le rejet Nord, l'Inspection constate que la campagne d'analyse des paramètres AOX, HAP, Dichloroaniline, Biphényle (fréquence trimestrielle) du 1^{er} trimestre 2025, renseignée sur la plateforme GIDAF, a été réalisée le 15 avril 2025.

L'exploitant indique qu'une première campagne a été réalisée le 11 mars 2025 et qu'il a estimé que les résultats du laboratoire agréé de plusieurs paramètres (demande biochimique en oxygène (DBO), Hydrocarbures totaux, demande chimique en oxygène (indice ST-DCO), indice phénol) étaient « anormaux » en regard de son autosurveillance sur ces paramètres, notamment en ce qui concerne la ST-DCO. L'exploitant a invalidé de sa propre initiative les résultats de cette campagne et a demandé une seconde mesure qui a été réalisée, pour le 1^{er} trimestre 2025, le 15 avril 2025. Cela constitue une non-conformité puisque la périodicité trimestrielle déclarée n'est ainsi pas respectée.

Néanmoins, compte-tenu des valeurs mesurées le 11 mars 2025 en-deça des valeurs limites d'émissions pour les paramètres de fréquence trimestrielle (AOX, HAP, Dichloroaniline et Biphényle) et ainsi de l'absence d'impact sur les intérêts protégés au titre du L. 511-1, il n'est pas proposé de mise en demeure.

L'inspection constate que pour les autres paramètres susvisés du rejet NORD et pour le rejet SUD, les périodicités telles que prévues par les arrêtés applicables sont respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'enregistrer les résultats d'analyses du prélèvement du 11 mars 2025 sur la plateforme GIDAF selon les modalités établies ;
- de justifier des causes d'invalidation des résultats du 11 mars 2025 pour les quatre paramètres (demande biochimique en oxygène (DBO), Hydrocarbures totaux, demande chimique en oxygène (indice ST-DCO), indice phénol) dans les cases prévues à cet effet sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Sur la période considérée (janvier 2024 à juillet 2025), il n'est pas constaté de dépassements des valeurs limites d'émissions (cf. point de constat n°3). Ainsi, l'exploitant n'a pas eu à justifier de dépassements, ni d'actions correctives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

[...]

« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

« L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

L'exploitant indique qu'il effectue les prélèvements de ses eaux de process (cf. point de constat n°8) et qu'il fait appel à un laboratoire agréé pour la mesure des paramètres de son programme de surveillance (sur matrice "eau résiduaire").

Il indique également que l'exploitant de la station de traitement des eaux usées, réceptrice de ses eaux de process, réalise une mesure des paramètres de la convention de rejet (macropolluants – DCO, DBO₅, MES, Azote global, Phosphore Total) en faisant appel à un organisme préleveur accrédité, sous-traitant la mesure à laboratoire agréé pour la mesure de ces paramètres sur matrice "eau résiduaire".

L'exploitant indique par ailleurs réaliser une comparaison entre les mesures effectuées par cette organisme et ses mesures.

Il est cependant constaté qu'aucun contrôle externe de recalage n'a été effectué pour les paramètres du programme de surveillance hors macropolluants susmentionnés.

| |
|--|
| L'exploitant n'a par ailleurs pas formalisé l'analyse du contrôle externe pour effectuer, le cas échéant, un recalage de ses mesures. Cela constitue des non-conformités. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Existence d'un point de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 |
| Thème(s) : Actions régionales, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</i></p> <p><i>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</i></p> <p><i>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle a porté sur le point de rejet Nord de l'établissement qui concentre les eaux de process de l'industriel.</p> <p>Il est constaté que le point de prélèvement et les points de mesure (débit, température, concentration en polluant) sont implantés dans une section de type canal venturi permettant de réaliser des mesures représentatives.</p> <p>Il est également constaté que le point de prélèvement et les points de mesures sont aisément accessibles et permettent des interventions en toute sécurité.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Prélèvement asservi au débit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 |
| Thème(s) : Actions régionales, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la</i></p> |

| |
|---|
| <i>nature des rejets le justifie.</i> |
| Constats : Il est constaté que l'exploitant dispose d'un préleveur automatique fonctionnant aux plages horaires maximales des rejet, de 5h45 à 17h15, avec pour consigne de prélever 100 mL tous les 3m ³ de rejets. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Compteurs d'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15 |
| Thème(s) : Actions régionales, Eau |
| Prescription contrôlée : <i>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</i> |
| Constats : Le point de contrôle a porté sur le prélèvement en eau de nappe. Il est constaté que l'exploitant dispose d'un compteur d'eau totalisateur, indiquant au jour du contrôle 427 605m ³ . Ce compteur d'eau est équipé d'un équipement de relevé en continu des volumes prélevés, qui peut être consultée à distance, dans l'usine. Il est ainsi constaté que l'exploitant a prélevé 550 m ³ la veille de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |